DECLARATION LIMINAIRE CGT
REUNION DAM-OS

Mesdames, Messieurs,

Dans les documents envoyés, l'administration indique bâtir un projet pour « anticiper et s'adapter aux enjeux ».

La CGT comprend qu'une administration se modernise afin d'être au plus près de l'usager, du professionnel, du citoyen, de l'élu, avec des fonctionnaires formés pour un service rendu de qualité, à un coût raisonnable.

Dans les 12 chantiers métiers et les 6 chantiers transversaux, aucune étude d'impact sur les personnels, des réformes envisagées, ne nous a été présentée.

En terme de Gestion Prévisionnelle des Effectifs et de Carrières aucun document concret n'est fourni. Seule une timide allusion sur des services dotés de « personnels suffisants et compétents » est posée dans le chantier n° 15. Pas un mot des départs en retraite et de leurs remplacements. Quels recrutements ? Quelles formations initiales et continues ? Et pour les services qui seraient restructurés, à ce jour, aucune assurance du bénéfice des mesures de reconversion n'est posée sur la table.

Et pourtant les enjeux en termes de préservation du milieu, notamment par l'élimination des pollutions plastiques, de préservation de la ressource, de sécurité maritime, de changement climatique, d'EMR sont immenses !

La CGT revendique un service public de l'administration de la Mer adapté aux enjeux du XXIème siècle, avec des agents recrutés au statut, formés tout au long de la vie professionnelle afin d'exercer les missions présentes et futures au service de l'intérêt général.

Nous portons l'exigence de garanties collectives et individuelles pour les agents qui verraient leur poste reconfiguré.

A Paris le 14 février 2019.
MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer

Direction des affaires maritimes

Sous-direction des activités maritimes

Bureau de la vie des services (AM1)

Réunion intersyndicale DAM/OS du 14 février 2019

Tour Sequoia, salle 14A – 10h30

Ordre du jour

• Chantier 2 « signalisation maritime »
• Chantier 3 « POLMAR Terre »
• Calendrier AM2022
• Echéances pêche pour la période 2019-2021
• Point sur la réforme de l'administration centrale (DGITM / DAM)
Novembre 2018
Avancement des chantiers

Affaires maritimes 2022

Projet AM 2022

Direction des affaires maritimes
Pour assurer un lien avec les projets maritimes maritime, surveillance et sécurité maritime, balisage, formation maritime et
et au titre de la transition, plans de gestion du milieu marin, planification
les faiblesses comme écoute adaptée pour certaines actions (contrôle des pechés

nécessaire de renforcer les capacités stratégiques
national et pour concevoir une vision stratégique, masse critique de compétences et
articuler l’une organisation à trois échelles – départementale, la façade maritime et

compétences et rechercher des économies de moyens publics
economiques, numériques...), moderniser nos outils, préserver les
Un projet pour anticiper et s’adapter aux enjeux (écologiques,

Affaires maritimes 2022

2 établissements publics : ENIM (sécurité sociale) et ENSM (officiers navigateurs)

Pierre-et-Miquelon et un service en Polynésie française
mer, un service mixte en Nouvelle-Calédonie, une direction des territoires a Saint-
direction des territoires de la mer (DDHM), 4 directions de la mer (DIRM), 20
des services déconcentrés : 4 directions intergénationnelles de la mer (DIRM), 20

DETTM/DAM

2750 ETP, 70 ME du budget de fonctionnement : programme 205 porte-par la

L’administration de la mer
Les grands principes de AM 2022
La conduite du projet AM 2022
L'avancement des chantiers métiers
Présentation du schéma d'organisation en février 2019

Les autres services de DIRM

6) Optimiser le soutien technique des CROSS et rationalisation territoriale en synergie avec
   l'environnement (montée en puissance du CACEM, moyens de chiffrage)
   => Renforcer les capacités de contrôle des activités maritimes au titre de la police et de l'environnement (centre opérationnel de la fonction Gardes-Côtes)
4) Créer un point d'appui national à la gestion des crises maritimes sous curse
   (diminution des risques des points estivables…)
3) Consolidation des centres de coordination à l'échelle de chaque façade maritime
   2) Moderniser les outils des CROSS et se doter d'un système d'information de prévention des accidents de navigation
   => Les audiences des CROSS et les centres de gestion des crises maritimes
   => Le Projet Interministériel des Responsabilités (action de Réseaux Armées, Météo, etc.)
   => Les centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (CROSS) dans le cadre sûr…

L'objectif du chantier

De quoi s'agit-il ?

et du trafic maritimes

Il/ Sauvetage et surveillance des activités
7) Securer les bases juridiques de l'exploitation et du financement par des tiers

réalitěs autonomes... (et des enjeux (navigation autonome)

observation...); pour partie, des nouvelles technologies (balisage virtuel, ENOS,

volosier le réseau de balisage sur le plan patrimonial et de nouveaux services

moins polluants, avec un format plus résistant suite à un cours

5) Renouveler la flotte de 1/A4B par des navires polyvalents, modernes, économiques et

4) Adosser le soutien administratif au SG des DIRM

(pôle national + CEREMA)

CROSS et POLMAR), en relation avec une expertise et consolidation au niveau national

3) Construire un pôle d'appui technique mutuelle avec les autres missions des DIRM

2) Structurer un service d'exploitation par bateau, avec des ententes adaptées + la

durée le schéma de balisage

1) Créer une capacité de gestion de la politique de la navigation sur l'ensemble de l'hexagone dans la

Les objectifs du chantier

phares et balises/A4B, 35 navires et 260 marins

21 sites terrestres (450 agents) et un service à compétence nationale (Armement des

De quoi s'agit-il ?

2/ Signaletisation maritime
Objectif : présentation du schéma d'organisatation en février 2019

materiels sur site (CEREMA)
derive des polluants vers les côtes (CEDRE) et étude sur le débit de l'acheminement des
deux premières études présentées au COPIL AM 2022 : étude sur les temps moyens de

pôle national
coriosant les risques et les autres dépôts mobiles, sous le pilote fonctionnel du

3) Maintenir des antennes de stockage de proximité, délimiter sur la base d'une étude

d'intervention Ossec (return d'expérience),
soutien opérationnel aux prêts en cas de crise, renouvellement des référentiels

2) Créer un pôle national POLMAR (opérationner, expérimenter, apprendre, une capacité de

formation, exercices, conventions, etc.)

(collectivités, vif'pol, CEDRE, sécurité civile, ports, privé... et les praticiens partagés

1) Renforcer la capacité d'animation de la politique marine et de l'eau

Les objectifs du chantier

maritime par hydrocarbures

sur site des matériaux de destruction et de lutte POLMAR/TERRE en cas de pollution

8 centres de stockage chargés de matériels de conditionnement et de dacheminement

De quoi s'agit-il ?
6) Confronter la gestion technique des navires à l’aménagement des plans de balises par les DRM.

5) Renforcer les moyens de contrôle et la nutrition des plans de contrôles et

4) Renforcer les ULAM outre-mer (Mayotte, La Réunion, Mayotte, La Réunion), développer le partenariat avec

Le partenariat actuel a Brădet 3) Si possible en 2021, renouveler la Vedette de Boulogne par un patrouilleur de 40

mètres au Havre (plus central et positionner le patrouilleur actuel à Brădet pour Marseille, sortir de Marseille, 2 vedettes à Marseille et la Rochelle)

2) Acquérir un nouveau patrouilleur en 2019 (durée plus longue, 2 à 4 mois)

changer son affectation à Cherbourg

Marcher la moitié de la semaine pour mieux couvrir la zone nord et ouest Bretagne (sans

pour mieux couvrir le sud du pays), positionner plus à l’ouest le patrouilleur de

1) Positionner le patrouilleur du golfe de Gascogne à la Rochelle, et non plus à Lorient,

Les objectifs du chantier

de la DPM et du DEB

de la navigation, des pêches maritimes et au titre de l’environnement marin, au bénéfice

Reunion, 120 agents et 25 unités au ULAM, 150 agents) changez du contrôle

Des unités nucléaires (3 vedettes et 2 patrouilleurs dans le Hexagone, 1 patrouilleur à la

De quoi s’agit-il ?

4/ Units de contrôle hauteur et littoral
5/ Inspections des navires

Les objectifs du chantier

1) Accroître les capacités de contrôle environnemental (flumes, eaux de ballast)

2) Délier les navires de 24 mètres et plus aux sociétés de classification, à l'exception des navires à passagers et des certificats MLC, OIT, 188, ISM et IMS (458 navires)

3) Mettre en place un ciblage des inspections des navires de moins de 24 mètres (et non plus des visites périodiques systématiques à partir de 2021)

4) Accroître l'intégration des C5N au niveau des Régions (DIRM)

5) Structurer les ressources, décloisonner les rôles, enrichir les façades et nationales

6) Simplifier et homogénéiser les référentiels et processus, d'instauration des dossiers

7) Développer la politique de contrôle de marché des équipements de navigation des marchandises (commission centrale, commission de frégate)

De quoi s'agit-il ?
universel des Retraites (SJR)

consequences, pour le regime special de retraite des marins, de la creation du systeme

e en liaison avec le Haut commissariat à la Reforme des Retraites (HCR), les

possible

procéder à un rapport d'inspection sur le sujet, en lien avec la fabrication de projets si

du niveau de service

regie, contrer aux difficultes de recrutement de medecins et donc a une instabilite

(3) Adapter le dispositif de medicine d'aptitude medicale des marins, auraient-ils en

armements...

DPMA (validation des brevets, statistiques emploi, inspection de peche, controle des

(2) Actionner les consequences de la disperation des donnes necessaires à la DAM et à la

(Dependsabilité ACROSS)

2020 et la creation d'une aide à l'asile des informations pour les armateurs

(1) Accompagner la mise en place de la déclaration sociale nominative (DSN) pour janvier

rapports avec les outils et modes de traitement du regime general

De façon generale, poursuivre la reforme de l'ENIM, avec une tendance progressive de

les objectifs du chantier

marins

6/ Protection sociale et medicale des
7) Simplifier les procédures d'immatriculation et de transaction des navires
6) Renforcer les attributions du Guichet du Registre International Français pour mieux
 supervisez au niveau des rôles (DIRM)
5) Développer les démarches qualité usagers, organisées au niveau central et
 procédures à distance
4) Développer des portails de relations maritimes et armatures pour gérer les
 marins et armatures des sous-dossiers (budget) au niveau des points de contact
 3) Rapporter plusieurs ressemblances des agents concernés par les procédures
 des dossiers complexes en relation de plusieurs services
 2) Définir un cadre coordonnateur (+ supplément) au sein du changement de point de contact
 (animation par les DIRM dans le cadre du schéma étudier pour changement vaste)
 1) Mettre en place des points de contact maritimes dans les départements pour
 les opérateurs du chantier

Des qual s'agit-il ?
7/ Guichet unique (nom à préciser)
Quelle stratégie pour la formation continue ? Quelles organisations ?
Quelles enquêtes de ressources ? Comment mouler en tier part ? Faut-il aller vers un assouplement vers d'autres ressources de façon à améliorer la performance en formation initiale ? Les objectifs de formation.

Le projet de formation continue pour la fabrication à proximite par le LIFORE en mail.

4) Construire une stratégie nationale pour les LfM à travers un travail associant les parties intéressées.
3) Consoliders les fonctions de piloteage (recteurs, un tix des coudres, centrale, inspection), avec des masses très citadines.
2) Accompagner la mise en place de formations maritimes outre-mer
1) Réformer la structure des formations CAP/BAC/BTS des lFM

Les objectifs du chantier

Formation continue
Entre 90 et 250 élèves en formation initiale et entre 150 et 450 adultes en formation continue.

12 lycées professionnels maritimes (LPM) qui accueillent selon les sites, change d'annee.

8/ lycées professionnels maritimes
3) Besoins financiers à déterminer et aspects RH à mettre en œuvre

Référence internationale

2) Rapportement avec l'ENSM : valoriser pour en faire un véritable ensemble de

• Réussir le projet de rélocalisation de l'ENSAM au Havre (rentrer à H2020 ou H2021)

• Marché (éducatif) et à l'international

• Positionner l'ENSAM comme l'École Rerente en matière de d'administration

Collectivités) et à l'international

• Atteindre l'objectif de formation de l'ENSAM vis-à-vis de nouveaux publics

Mettre en place un accord de gestion en matière, accompagnement AM 2022:

• Mieux répondre aux besoins en compétences des acteurs publics (évolution des

métiers de la gestion, en cours d'établissement, organisé en 4 axes :

1) Une transformation de l'ENSAM qui s'articule autour d'un contrat d'objectifs et de

Les objectifs de chantier

L'administration chargée de la mer

l'ENSAM (16 agents) assure la formation initiale et continue des personnels de

De quoi s'agit-il ?
(ENSM)
10/ École nationale supérieure maritime

Le quadruple dans la Marine marchande, auxquels elle délivre un titre dé
secrétariat, démarches territoriales, observatoires sectoriels, plaisir professionnelle
aux nouveaux usages de consommation : économie collaborative, simplification
5) Adaptation du cadre réglementaire aux enjeux de développement de la plaisance.

4) Structuration des processus de contrôle (certification, plans de contrôle,...) et des
demarches qualité des processus Gérés

3) Externatisation du volet théorique des permis plaisance vers des opérateurs agréés

2) Démateriatisation complète de la procédure d’inscription au permis bateau (achèvement
en 2018)

1) Développement d’un portail plaisance perméant à l’immatriculation des bateaux

Les objectifs du chantier

aux plaisanciers et aux activités nautiques et véliennes à son respect.

La DAM élabore et met en œuvre la réglementation relative aux navires de plaisance,

De quoi s’agit-il ?

III/ Gestion de la plaisance
18. Mobilisation des financements nécessaires aux réformes
17. Coordination ministérielle des politiques en mer
16. Systèmes d'information numérique et innovation
   compétences (GPEC)
15. Accomplissement RH et gestion prévisionnelle des emplois et des
   reformes de l'encadrement législatif
14. Organisation de la minististration de la mer

transverses
L'avancement des chantiers
5) Stabiliser et orienter l'expertise dans la durée (CEREMA, IFREMER, OFB...)

4) Participer au développement de la connaissance des énervues marines et maritimes, ainsi

marines renouvelables, aquaculture, biochimioïdèmes marines, plaisance...

3) Accompagner le développement des activités économiques terrestres (énergies

2) Accompagner les collectivités, régions et groupements locaux, pour décider de leurs

Génération

maritimes, suivre la mise en œuvre des plans d'action du milieu marin de la première

1) Achever le premier exercice de planification maritime sur les façades et bassins

Les objectifs du chantier

associant les acteurs concernés

Conclure ensemble des activités et la protection du paysage et du littoral

De quoi s'agit-il ?

12/ Gestion Intégrée Mer et Littoral
Les objectifs du chantier

Les Affaires maritimes poursuivent leur structuration en réseau au niveau national.

De quoi s'agit-il ?

3/ Organisation de l'administration de la mer
14/ Réforme de l'encadrement législatif

...
Intégration des IAM ISN

Améliorer la visibilité du jumelage maritimes dans les corps des HyP suite à
maritimes (AAM, ITPE ISN, TSDD NSMG, GEM)

Contribuer à l'actualisation des stratégies de recrutement dans les corps posées à l'aide de catégories B, groupe projet « métiers de contrôle »
recrutements sur tifte ITPE, TSDD 2, évolution des
recrutements aux démarcages DRH : enquête compétences criticues,

Recrutements...

3) Participer aux travaux de la DRH sur la politique de gestion des corps (parcours,

<= Lancement prévu mars 2019

Mettre en place un portail compétences mer

« Compétences mer

Développer un référentiel de références des métiers et un portail

2) Securer les compétences maritimes

dialogue social

A manière avec la DRH en identification des leviers possibles et les étapes du

Accompagner les chantiers au niveau RH, afin que les services continuent d'être

Les objectifs du chantier

15/ Accompagnement RH et GPEC
Les objectifs du chantier

Des processus et méthodes de travail.

Les systèmes d’information et le numérique sont des leviers importants de transformation de l’Etat.

De quoi s’agit-il ?
3) Renforcer la capacité de communication du Ministère de la Mer vers les publics

2) Favoriser la coopération entre les DAC : Équipe mer, CINER, Anémation ODD 14

Feuille de Route CNML

Plan décentralisation : outil communication et communication

1) Relancer le Conseil national de la mer et des littoraux (CNML),

Les objectifs du chantier

politiques en mer

17/ Coopération ministérielle des
Acquérir des patrouilleurs de surveillance des pêches et de l'environnement marin

Renouveler les moyens de ballaste et e-navigation

Moderniser les CROSS

Moderniser les systèmes d'information, portail usagers

Les objectifs

Dépôt de dossiers au Fonds de transformation de l'action publique (FTAP)

Pour les affaires maritimes et la pêche (FEA/MAP)

19,1 M€ en AE complémentaires financées sur la période par le Fonds européen en cours sur le quinquennal 2018/2022 du programme 205 (~ 6 M€/an) : contractualisation

Inscription du plan de modernisation des affaires maritimes de 29,8 M€ en AE

Des financements programmés pour mettre en œuvre les 17 chantiers :

nécessaires aux réformes

18/ Mobilisation des financements
Janvier 2019

Régularisation de la DAM

Projet AM 2022

Direction des Affaires Maritimes
2018, DGTIC, AM 2022

Une dynamique de reforme (CAP 2022/Circulaire PM de

necessites d’economies, competences critiques, ..)

acceleration, complexite multi-acteurs, perte d’autorite,

Un contexte exigeant pour l’action publique (transitions,

Pourquoi réorganiser la DAM ?
porteurs de politiques publiques
avec un fonctionnement transversal à travers des
mutualisations, sur les compétences non métiers
déconcentrations, les polarisations de l'expertise et les
concentrées sur son cœur de métier et favorisant la
bénéficiaires
orientées et alignées vers les communautés d'acteurs et
communication... au niveau national et international
portage, organisation, cadre/legislation, évaluation,
structure sur les politiques publiques (conception,
une administration centrale
De l'écoute des filières économiques

De la politique maritime intégrée et des territoires

Du management des moyens et des compétences, de la transition numérique, des systèmes d'information, de la qualité et des fonctions gens de mer, y compris le volet médical

Des politiques d'innovation et de transition écologique des navires

Des fonctions de garde-côtes et navigation

Vers une identification plus claire
2e trimestre 2019 : début de la mise en œuvre en fonction des chantiers

1er trimestre 2019 : préparation de la mise en œuvre dans les DM et DTM en fonction des chantiers et concertation avec les organisations syndicales et centres de coordination des premiers chantiers et COPIL

Automne 2018 : stabilisation des premiers chantiers en COPIL

Hiver 2018 : réflexion technique et préparation des 2018

Règles de la SNML en janvier 2018

Mise en place du plan de mise en œuvre au CIMER 2017, réforme au plan d'action de mise en œuvre de la modernisation des Affaires 2017-2018 : décision de l'engager la modernisation des Affaires

Calendrier